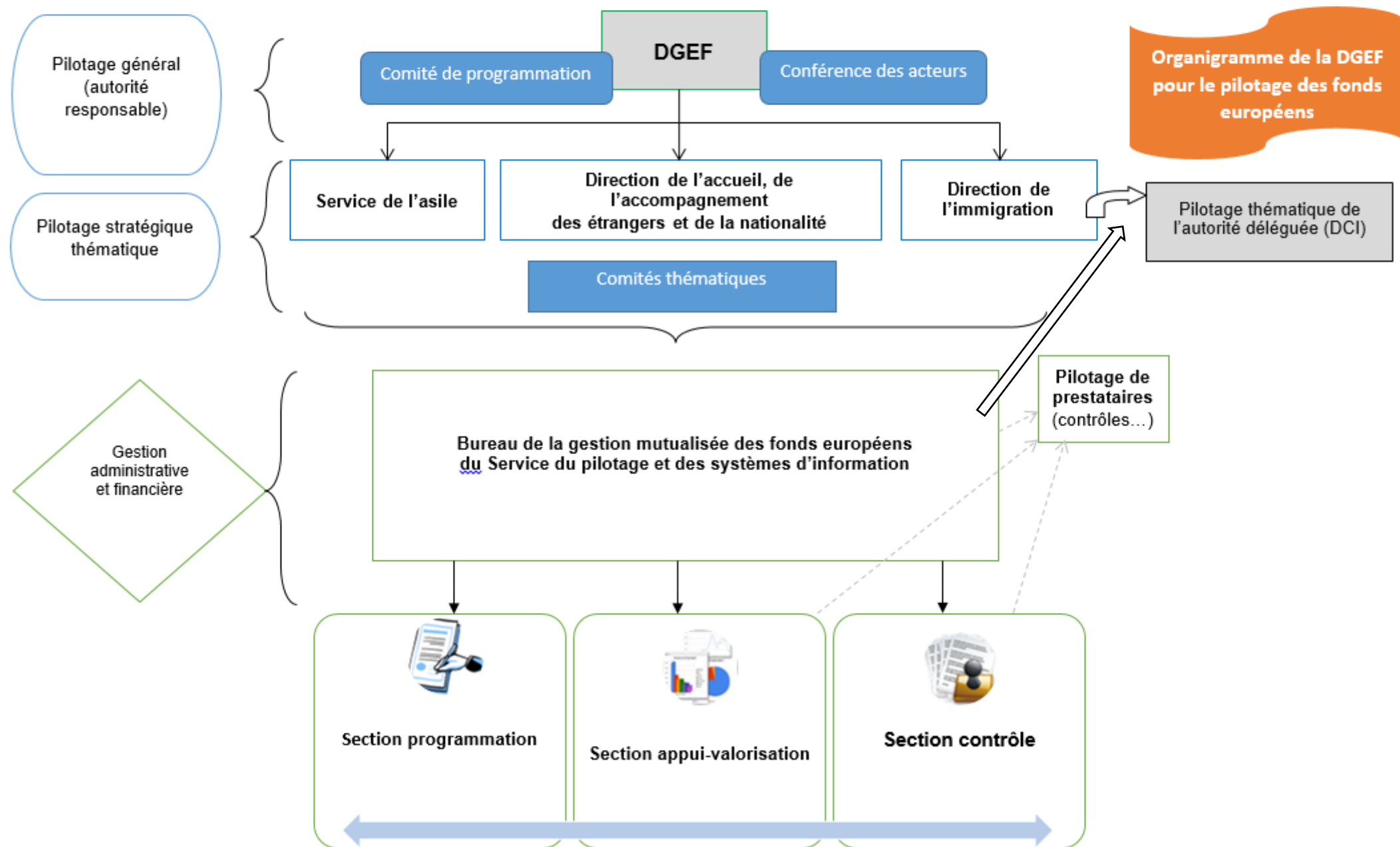


Visioconférence avec Mayotte

Intervention du bureau de la gestion mutualisée des fonds européens

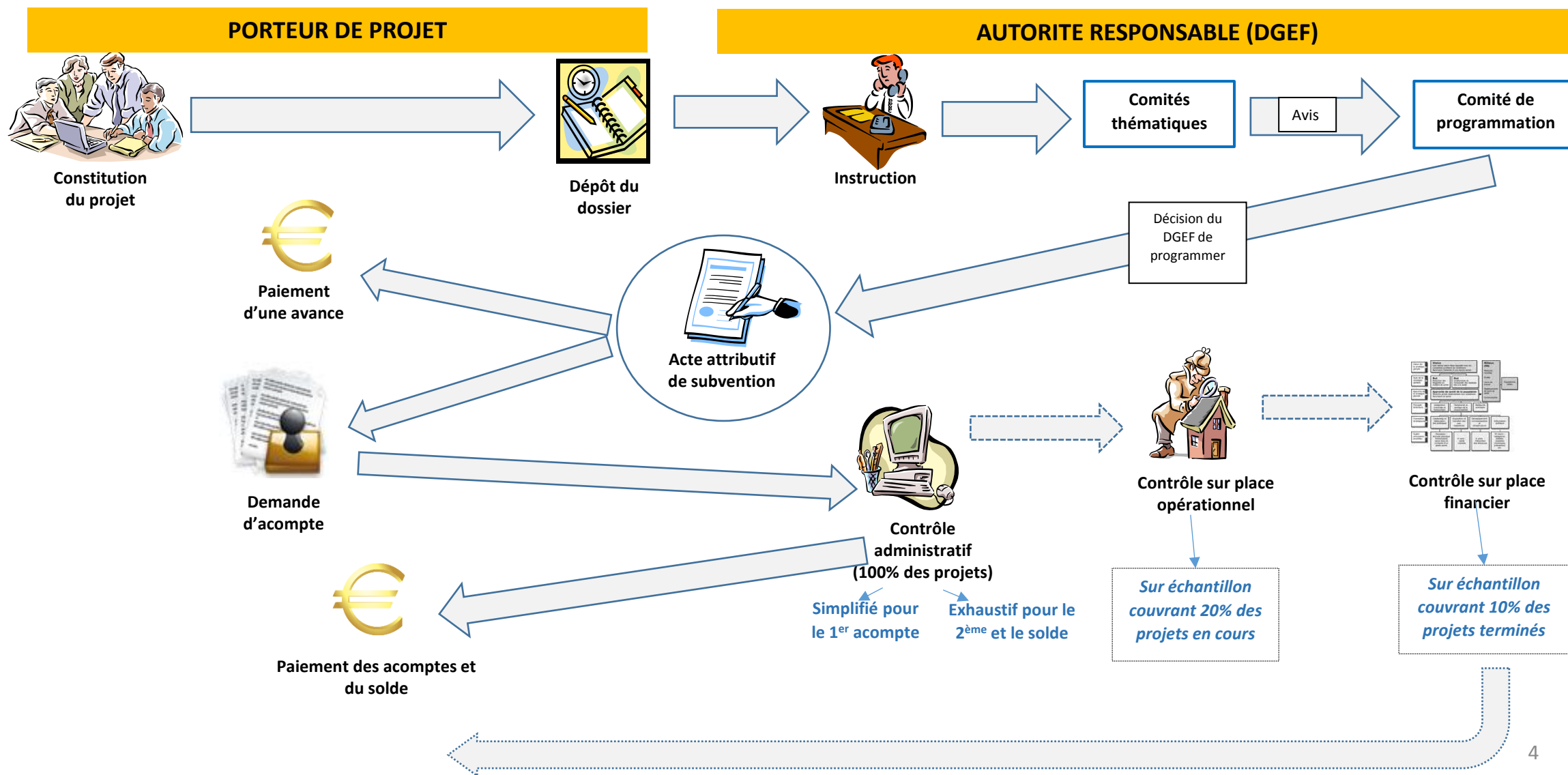
18 septembre 2015



Actualité des programmes

- Avril 2014 : conférence des acteurs et publication des appels à projets FAMI / FSI
- Mai 2014 : entrée en vigueur des règlements européens
- Octobre 2014 : conventionnement de près de 60 projets et paiement des avances
- Décembre 2014 : décret relatif à la commission interministérielle de coordination des contrôles (autorité d'audit des fonds)
- 23 janvier 2015 : décret relatif aux règles d'éligibilité des dépenses FAMI et FSI
- 20 mars 2015 : approbation des programmes nationaux FAMI et FSI par la CE
- Mai 2015 : comité de programmation
- Juin 2015 : 2^{ème} conférence des acteurs
- Juillet 2015 : désignation des autorités responsable et déléguée par le Premier Ministre
- Septembre/octobre 2015 : conventionnement et paiements

Cycle de vie d'un projet FAMI-FSI



Principes à respecter pour déposer un projet

Critères de sélection des projets, volet administratif

Parallèlement aux critères thématiques, des critères administratifs (juridiques et financiers) entrent en ligne de compte dans la sélection des projets.

Parmi ces critères : la soutenabilité financière de la structure, la complétude du dossier, la réactivité dans la transmission des informations...

Critères d'exclusion des demandes de subvention

L'autorité responsable considérera qu'une demande de subvention n'est pas admissible et ne peut être examinée lorsque :

- l'organisme qui introduit la demande est en état de faillite ou a été placé en liquidation judiciaire ;
- le financement demandé s'apparente à une subvention d'équilibre ;
- le projet bénéficie déjà d'un autre financement européen pour les mêmes dépenses ;
- le projet est porté par une personne physique ;
- le projet est terminé à la date du dépôt de la demande.

Taux d'intervention et seuils

- En règle générale, la contribution du budget de l'Union ne peut excéder 75 % des dépenses éligibles totales d'un projet. Des seuils d'intervention UE distincts par volets sont indiqués dans l'appel à projets.
- Le financement demandé au titre du FAMI et du FSI n'intervient qu'en complément des cofinancements, recettes ou autofinancements nationaux, publics ou privés.

La demande de subvention

Elle doit porter sur l'un des objectifs du FAMI ou du FSI.

Elle est présentée sur les formulaires disponibles sur le site internet (unique modèle selon lequel la demande sera recevable).

Elle est accompagnée de l'ensemble des pièces nécessaires à son instruction.

Pièces administratives et financières relatives au projet

- Formulaire de demande de subvention
- Plan de financement du projet (fichier Excel), équilibré en dépenses et en ressources
- Fiche des indicateurs
- Lettre datée et signée de demande officielle de soutien financier du FAMI ou du FSI et d'engagement concernant les obligations communautaires du porteur en cas de conventionnement du projet
- Le cas échéant, pièces des marchés, publication au JO de l'appel d'offres, CCTP, RC, CCAP, acte d'engagement. Si le marché n'a pas encore été lancé ou signé fournir a minima un estimatif signé du bénéficiaire ou d'un service technique compétent sur les montants et le déroulement du marché

Pièces administratives et financières relatives au projet

- Tous éléments permettant d'apprécier les coûts financiers du projet (lettres de mission des personnels financés sur le projet, devis estimatifs clairs et détaillés pour l'ensemble des dépenses, bons de commandes, etc.)
- Le cas échéant, engagements ou intentions de participation de tous les partenaires pour la réalisation du projet présenté (convention(s) de partenariat)
- Attestations ou lettres d'intention des cofinanceurs prévus au plan de financement (avec % du cofinancement dédié au projet)
- Attestation de non-récupération de la TVA, lorsque le coût total éligible du projet est présenté TTC
- Attestation sur l'honneur de non double-cofinancement européen sur les mêmes dépenses que celles présentées sur ce projet

Pièces administratives et financières relatives à la structure et adaptées à sa forme légale

- Rapport d'activité signé du représentant légal de l'organisme ou de son délégataire
- Budget prévisionnel de l'organisme, signé, concernant l'année de dépôt du projet
- Dernier bilan ou compte de résultat approuvés
- Rapports du commissaire aux comptes ou de l'expert-comptable signés
- Copie de la publication au J.O ou récépissé de déclaration à la préfecture, statuts ou convention constitutive, liste des membres du Conseil d'administration
- Preuve de l'existence légale (extrait K bis, inscription au registre ou répertoire concerné)
- Attestation sur l'honneur de la régularité de sa situation au regard de ses obligations fiscales et sociales
- Etc.

Le descriptif du projet

Il doit être :

- détaillé et précis sur les objectifs recherchés et les activités mises en œuvre
- permettre d'établir un lien direct avec la description des coûts affectés au projet
- le cas échéant mettre en avant :
 - le caractère innovant du projet,
 - les éléments permettant d'objectiver le projet sur la base des critères définis dans les appels à projets.

Le public cible FAMI et les moyens de le justifier

Public cible :

- uniquement les catégories visées par le FAMI, le cas échéant, préciser:
 - s'il s'agit d'un public particulier (mineurs, femmes, étrangers malades, personnes âgées, victimes de torture,...)
 - si le projet s'adresse aux acteurs de la politique publique (fonctionnaires, personnel associatif, etc.)

La justification du public cible :

- description précise du dispositif mis en place pour justifier que le public concerné par le projet est éligible

ELIGIBILITE

- **Période d'éligibilité du programme** : 1^{er} janvier 2014 - 31 décembre 2022
- **Période de réalisation du projet** : Début et fin de réalisation de votre projet
- **Période d'éligibilité des dépenses du projet** : Période de réalisation du projet + 5 mois pour acquitter les factures émises pendant la période de réalisation et rédiger le rapport
- **Eligibilité des dépenses** : voir décret (frais de personnel, de voyage, d'équipement et biens immobiliers, consommables/fournitures, sous-traitance, dépenses spécifiques en relation avec les groupes cibles, coûts indirects).

RESPECT DES REGLES DE MISE EN CONCURRENCE

- Les fonds européens étant des fonds publics, le respect des règles de mise en concurrence doit être observé par l'ensemble des bénéficiaires
- 3 principes : transparence des procédures, égalité de traitement et liberté d'accès à la commande
- Procédure à mettre en place dès 5 000€
- Pratique de la demande des trois devis -au minimum-
- La liste des pièces justifiant de la mise en concurrence figure dans le formulaire de demande. Elles doivent être conservées dans le dossier unique de gestion et présentées à tout contrôleur habilité.

LES RESSOURCES DU PROJET

Les ressources d'un projet sont composées :

- Des contreparties publiques (subventions de financeurs publics nationaux, régionaux ou locaux)
- De contreparties privées, le cas échéant (subvention de financeur privé ou autofinancement de la structure bénéficiaire)
- Des recettes éventuellement générées par le projet

PUBLICITÉ DE L'INTERVENTION COMMUNAUTAIRE

- Le bénéficiaire s'assure que les participants au projet ont été informés du cofinancement européen
- Pour cela, il s'assure que tout document, y compris toute attestation de participation, et toute action d'information et de publicité concernant un projet comprend :
 - l'emblème de l'UE
 - une référence à l'Union européenne (le nom de l'Union européenne doit toujours être énoncé dans son intégralité et de manière à ce qu'il n'interfère pas avec l'emblème)
 - une référence au Fonds finançant le projet positionné de manière à ce qu'il n'interfère pas avec l'emblème
- Une plaque permanente est apposée lorsque la participation totale de l'UE dépasse 100 000 € aux projets d'acquisition de matériel, d'infrastructure ou de construction

Modalités de versement de la subvention

Type de bénéficiaire et durée du projet	Avance (sous réserve de disponibilités budgétaires)	Acompte n°1 : versé sur la base d'un état récapitulatif des dépenses certifié et du rapport intermédiaire d'exécution (maximum)	Acompte n°2 sur base d'un état récapitulatif des dépenses certifié, des factures et pièces comptables et du 2 ^{ème} rapport intermédiaire d'exécution	Solde versé sur la base d'un état récapitulatif des dépenses certifié, des factures et pièces comptables, du rapport final d'exécution et des indicateurs
Association ou SA – projet < ou = 1 an	40 %	0	0	60 %
EPA ou ministère – projet < ou = 1 an	0	40 % (obligatoire)	0	60 %
Tout projet > 1 an et < 3 ans	20%	30 % (obligatoire)	0	50 %
Tout projet = 3 ans	20%	30 % (obligatoire)	30 % (optionnel)	20 % (ou 50 % si pas de 2 ^{ème} acompte)

Calendrier indicatif de programmation

- Phase 1 :
 - Date limite dépôt des demandes de subvention : 15 septembre 2015
 - Comités thématiques : janvier 2016
 - Comité de programmation : février 2016
 - Conventionnement et paiement des avances : mars 2016
- Phase 2 :
 - Date limite dépôt des demandes de subvention : mars 2016
 - Comités thématiques : juillet 2016
 - Comité de programmation : début septembre 2016
 - Conventionnement et paiement des avances : septembre/15 octobre 2016

Contacts et SITE WEB

- Volet administratif du FAMI : Bureau de la gestion mutualisée des fonds européens

Marilyn LAFFAITEUR - fonds-ue-dgef@interieur.gouv.fr

Tél. : 01 77 72 61 66 ou 01 77 72 63 05

- Volet FSI coopération policière, prévention et répression de la criminalité, et gestion des crises (appui thématique et administratif) :

dci-fsi@interieur.gouv.fr - Corinne Giannone - 0140978164

Vous pouvez trouver l'ensemble des pièces et des documents sur le site

www.immigration.interieur.gouv.fr

Visio conférence Mayotte Intervention de la DAAEN

18 septembre 2015



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Ministère de l'intérieur



Brigitte PREUNG,
Chef du bureau ressources et synthèse
Sous-direction de l'accueil et de l'accompagnement des étrangers



FAMI : Volet migration légale et intégration

L'APPEL A PROJETS : les priorités

**-Un outil venant en appui des réformes en cours pour
favoriser le parcours d'intégration des étrangers :**

Priorité 1

- Préparer l'installation en France dès le pays d'origine

Priorité 2

- Favoriser l'accueil, l'accompagnement et l'intégration des ressortissants de pays tiers à l'UE dans les domaines d'interventions prioritaires tels que l'apprentissage de la langue française, la connaissance des droits et devoirs de la société française, l'accès à l'emploi et aux services de droit commun

Priorité 3

- Favoriser la coordination et la professionnalisation des acteurs
- Développer les outils de diagnostic et d'évaluation à tous les niveaux territoriaux

L'APPEL A PROJETS : ses modalités

Durée de financement

- La pluri-annualité pour mieux répondre aux projets qui s'inscrivent dans la durée ;
- Des conventions d'une durée de trois ans maximum, renouvelables ;
- Un seuil minimal par projet corrélé à sa durée :
 - **Projet annuel : 70 000 €**,
 - **Projet de 12 à 24 mois : 110 000 €**,
 - **Projet de 24 à 36 mois : 150 000€**.

Critères de sélection et d'évaluation

- Les projets soumis au présent appel à projets seront évalués selon les critères suivants , une attention particulière sera apportée à l'innovation des projets proposés :
 - **Pertinence** du projet au regard des besoins du public et des territoires ,
 - **Rapport coût-efficacité des dépenses**,
 - **Expérience, expertise, fiabilité et contribution financière du porteur** de projet,
 - **Complémentarité** entre projets,
 - **Qualité** de la prestation,
 - **Savoir-faire** du porteur de projet,
 - **Capacité à travailler en partenariat**,
 - **Capacité administrative et financière des porteurs** à supporter les contraintes des fonds européens
 - **Capacité** à impliquer les collectivités locales et acteurs institutionnels.....

Durée de l'appel à projets

- Les projets pourront être soumis par les porteurs de projet tout au long de l'année

CONTACTS

Bureau ressources et synthèse

brigitte.preung@interieur.gouv.fr

chef du bureau

myriam.bouzouira@interieur.gouv.fr

Chargée de mission

Sous-direction de l'accueil et de l'accompagnement des étrangers

Direction de l'accueil, de l'accompagnement des étrangers
et de la nationalité

Direction générale des étrangers en France

Merci de votre attention.

FAMI « asile »

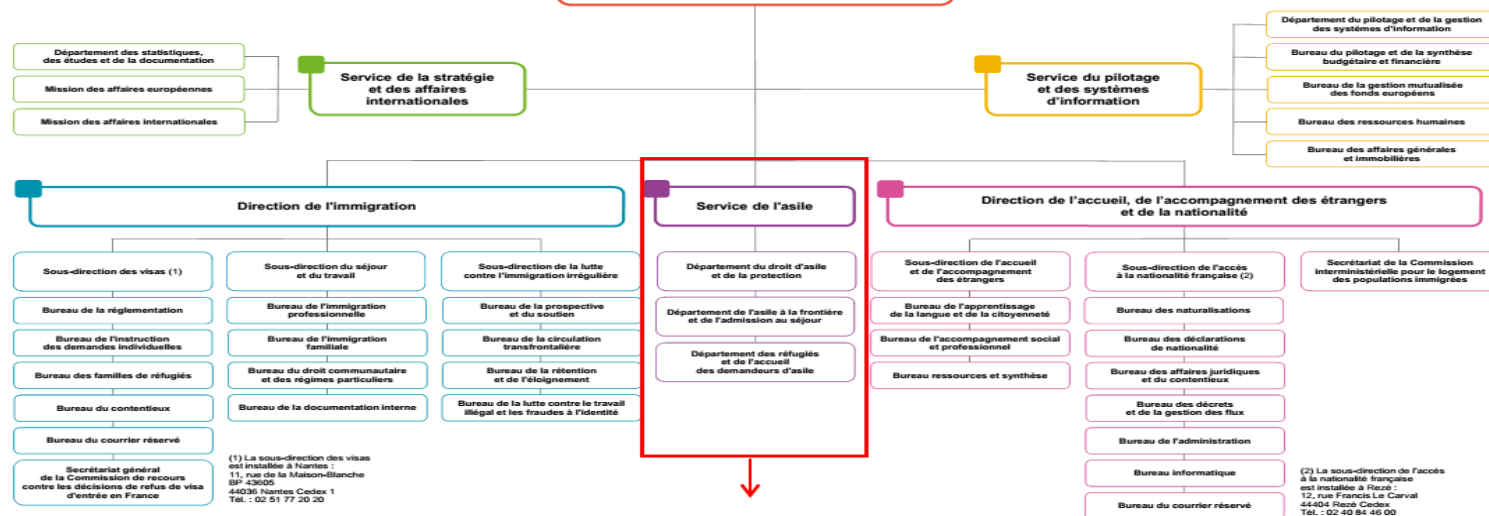
FAMI « migration légale et intégration pour les bénéficiaires d'une protection internationale »

Yildiz ATIS
Chargée de mission Fonds Européens
Service de l'Asile

FAMI « asile » FAMI « migration légale et intégration pour les bénéficiaires d'une protection internationale »

Plan du déroulé :

1. Présentation du Service de l'Asile
2. Présentation de l'appel à projets pour les objectifs spécifiques « asile » et « intégration des bénéficiaires d'une protection internationale »



Allouer les crédits européens pour atteindre ces résultats

Identifier les actions permettant d'atteindre ces objectifs de la façon la plus effective et efficiente

Traduire les résultats à travers des indicateurs et des objectifs

Identifier les résultats attendus

Identifier les besoins réels, les défis et les problèmes

Programme-cadre 2014-20 :

Le Service est la **Direction Métier** du FAMI pour le pilotage stratégique des OS asile, intégration des bénéficiaires d'une protection internationale et la réinstallation

Programme-cadre SOLID 2008-13 :

Le Service est l'**Autorité Responsable** du Fonds européen pour les Réfugiés

La mission des Fonds européens est responsable des missions dévolues au Service dans le cadre de la **gestion partagée** des programmes de financements européens et du **pilotage** de leur logique d'intervention en France pour les volets asile, intégration des bénéficiaires d'une protection internationale et réinstallation

Le Service de l'Asile est en charge des questions relatives au droit de l'asile et à la prise en charge des bénéficiaires de la protection internationale en France.

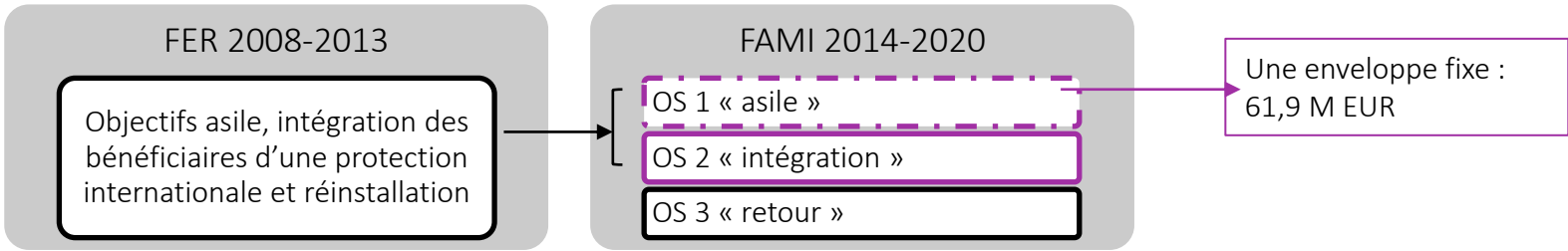
À ce titre, il assure une triple mission :

- 1- l'élaboration et le suivi de la législation en matière d'asile découlant en particulier de la réglementation européenne. Il participe aux négociations et aux travaux conduits dans le cadre de l'Union européenne (UE) dans le domaine de l'asile ;
- 2- la mise en œuvre et l'application des règlements européens Dublin et Eurodac ainsi que l'admission au séjour des demandeurs d'asile. Dans ce cadre, il intervient auprès des préfectures chargées de l'admission au séjour des demandeurs d'asile et Etats membres de l'UE responsables de chaque demande d'asile ;
- 3- le pilotage du dispositif national d'accueil et d'hébergement des demandeurs d'asile et des réfugiés ainsi que l'ouverture des droits. Il s'agit ici de concilier les exigences réglementaires et les impératifs d'efficacité et de contrainte budgétaire.

FAMI « asile » FAMI « migration légale et intégration pour les bénéficiaires d'une protection internationale »

Plan du déroulé :

1. Présentation du Service de l'Asile
2. Présentation de l'appel à projets pour les objectifs spécifiques « asile » et « intégration des bénéficiaires d'une protection internationale »



Objectif spécifique 1 : Asile

Objectif national 1 : accueil / asile => 56,6 M EUR (91,37%)

- mettre en place une meilleure information, orientation, accompagnement socio-administratif et sanitaire des demandeurs d'asile, y compris des demandeurs en situation de vulnérabilité, notamment dans la perspective de l'issue de la procédure (intégration ou retour) ;
- développer la capacité et renforcer l'accompagnement socio-administratif des demandeurs d'asile dans l'hébergement afin de désengorger les régions soumises à la pression des flux ;
- accompagner les opérateurs de l'État dans la réforme des procédures d'asile, la mise en œuvre des directives et la réduction des délais de traitement ;
- promouvoir des actions de coopération et d'échanges de bonnes pratiques avec d'autres États européens.

Objectif national 2 : évaluation => 3 M EUR (4,85%)

- analyser le premier accueil et sa réforme ;
- renforcer la capacité à collecter, analyser et diffuser des informations relatives au pays d'origine des demandeurs (coopération avec le Bureau Européen d'Appui), des données statistiques sur les procédures d'asile, le suivi de la demande d'asile ainsi que les capacités d'accueil (déploiement d'un système d'information Asile offrant une convergence des applications existantes) ;
- évaluer les politiques de réinstallation et autres opération ad hoc d'accueil des réfugiés.

Objectif national 3 : réinstallation => 2,3 M EUR (3,78%)

- améliorer les outils de communication et d'information à l'attention des réinstallés (brochures/vidéos d'information dans une langue comprise par le réinstallé) ;
- accompagner ce public à travers un projet personnalisé vers l'accès aux droits sociaux, à une formation et à un emploi, et vers l'accès effectif et durable à un logement autonome (intermédiation locative, logement-relais, etc.) ;
- renforcer les capacités d'accueil et d'hébergement des réinstallés ;
- organiser des rencontres avec les collectivités publiques afin de les sensibiliser sur la réinstallation.

Les actions cibleront une ou plusieurs catégories suivantes de ressortissants de pays tiers :

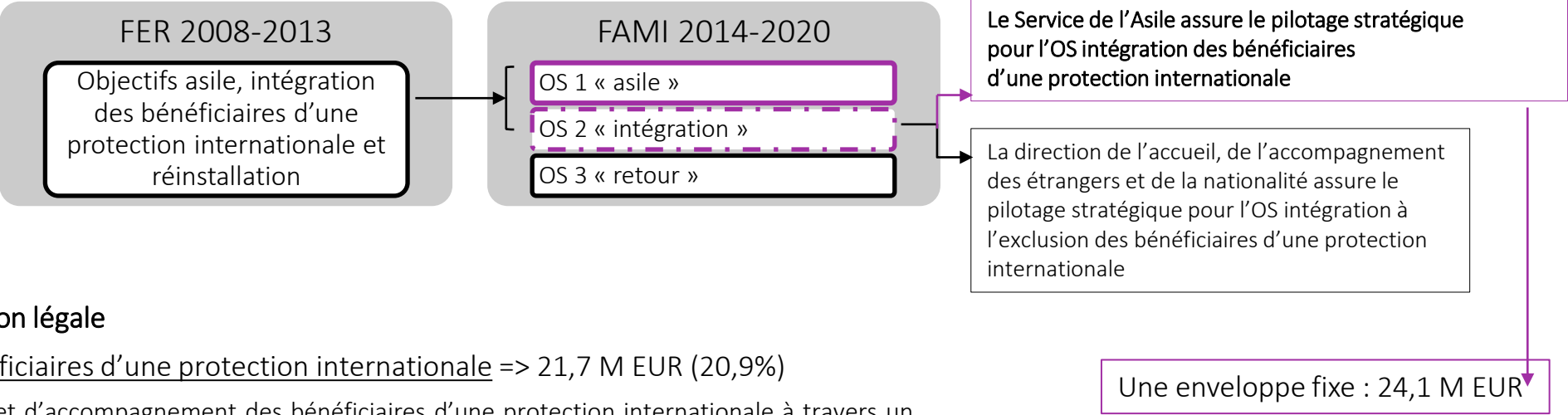
- bénéficiaires du statut de réfugié ou du statut conféré par la protection subsidiaire au sens de la directive 2011/95/UE ;
- ceux qui ont demandé à bénéficier d'une des formes de protection internationale visées ci-dessus et qui n'ont pas encore reçu de réponse définitive ;
- les bénéficiaires d'une protection temporaire au sens de la directive 2001/55/CE ;
- les réinstallés.

Des seuils financiers minimums ont été définis afin d'éviter les micro-projets qui ont un coût de gestion supérieur à l'effet levier recherché :

Durée du projet	Coût total du projet	Subvention UE
Inférieure ou égale à 1 an :	100 000 EUR	50 000 EUR
Entre 1 et 2 ans :	200 000 EUR	100 000 EUR
Entre 2 et 3 ans :	300 000 EUR	150 000 EUR

Taux d'intervention maximum : 75%

2-2 Présentation de la stratégie de programmation pour l'OS « intégration des bénéficiaires d'une protection internationale »



Objectif spécifique 2 : Intégration/migration légale

Objectif national 2 : Intégration des bénéficiaires d'une protection internationale => 21,7 M EUR (20,9%)

- mettre en place des mesures d'information et d'accompagnement des bénéficiaires d'une protection internationale à travers un projet personnalisé pour assurer l'accès aux droits spécifiques (documents d'état civil, titre de séjour, réunification familiale), aux services publics de proximité, à une formation et à un emploi et pour l'accès effectif et durable à un logement autonome (intermédiation locative, logement-relais, etc.).

Objectif national 3 : Capacité pour bénéficiaires d'une protection internationale => 2,4 M EUR (2,32 %)

- développer des actions de valorisation de l'image des bénéficiaires d'une protection internationale en France (campagnes d'information et de sensibilisation) ;
- créer des outils de diagnostic et d'évaluation des politiques publiques ;
- mettre en place des outils de suivi et d'évaluation du parcours d'intégration des bénéficiaires d'une protection internationale ;
- mettre en place des actions de coordination entre les acteurs de l'insertion et de sensibilisation à ce statut.

Les actions cibleront les bénéficiaires du statut de réfugié ou du statut conféré par la protection subsidiaire au sens de la directive 2011/95/UE.

Des seuils financiers minimums ont été définis afin d'éviter les micro-projets qui ont un coût de gestion supérieur à l'effet levier recherché :

Durée du projet	Coût total du projet	Subvention UE
Inférieure ou égale à 1 an :	70 000 EUR	35 000 EUR
Entre 1 et 2 ans :	110 000 EUR	55 000 EUR
Entre 2 et 3 ans :	150 000 EUR	75 000 EUR

Taux d'intervention maximum : 75%

2-3 Principes de sélection

OS 1 : Asile

- 1- Une enveloppe annuelle définie dans un souci de bonne gestion financière
- 2- Des maquettes financières à respecter (prévues dans les programmes nationaux)
- 3- Des critères de sélection
- 4- Le cas échéant, la consultation de l'avis du service déconcentré de l'État territorialement compétent

Critères de sélection :

20%

La recevabilité et l'éligibilité administratives (complétude du dossier de demande, respect des seuils, réactivité, retour d'expériences SOLID, soutenabilité financière du demandeur et ses partenaires, etc.).

40%

L'impact sur la politique d'asile française et/ou européenne : fournir un diagnostic territorial. La sélection se fera dans un souci d'assurer une cohérence nationale (notamment géographique), et tiendra compte

- du flux de la demande d'asile du département ou de la région par rapport au flux national, de la situation des équipements sanitaires et du caractère innovant des projets proposés, etc.

- des besoins rencontrés localement, y compris au regard de la situation nationale du public concerné par l'action, et les priorités de la politique publique nationale d'accueil des demandeurs d'asile.

- du nombre et de la durée de présence des réfugiés dans les structures d'hébergement, des difficultés inhérentes au marché du logement et du caractère innovant des projets proposés.

10%

La qualité de la méthode d'évaluation de l'action : démontrer la mise en place d'un dispositif de suivi des indicateurs (public cible éligible).

10%

L'urgence liée à la mise en œuvre : favoriser des actions dont la mise en œuvre temporelle dépend du fonds.

10%

Le rapport coût-efficacité : mettre en parallèle le montant du projet avec le nombre de personnes concernées par le projet en tenant compte des différences de prestations entre les projets et des divergences de coût.

10%

Le caractère européen du projet : mettre en avant le rôle de l'Union européenne dans l'octroi du fonds et récompenser les projets à ambition européenne (y compris mesures de publicité).

2-4 Principes de sélection

OS 2 intégration des bénéficiaires d'une protection internationale



- 1- Une enveloppe annuelle définie dans un souci de bonne gestion financière
- 2- Des maquettes financières à respecter (prévues dans les programmes nationaux)
- 3- Des critères de sélection
- 4- La vérification de l'absence de double cofinancement européen en lien avec l'autorité de gestion du FSE
- 5- Le cas échéant, la consultation de l'avis du service déconcentré de l'État territorialement compétent

Critères de sélection :

- Pertinence du projet au regard des besoins du territoire
- Cohérence et complémentarité entre les projets et d'autres actions financées par le budget général de l'UE ou dans le cadre de programmes nationaux
- Innovation du projet en termes d'organisation, d'outils ou de thème
- Effet de levier : mise en œuvre d'un projet qui n'aurait pas pu être réalisé sans financement
- Présence de co-financeurs fiables
- Rapport coût efficacité des dépenses, compte tenu du nombre de personnes concernées par le projet
- Publicité et communication autour du projet
- Partenariat avec d'autres acteurs locaux
- Qualité de la prestation
- Expertise et savoir-faire du porteur de projet dans le domaine
- Capacité du porteur de projet à impliquer les collectivités locales et acteurs institutionnels et à travailler avec les différents acteurs intervenant pendant et au-delà de la mise en œuvre
- Nécessité de financer le projet en urgence notamment pour des raisons sociales

Merci pour votre attention.

Pour plus d'information, contactez votre correspondant au sein du service de l'asile :

Yildiz ATIS

01 72 71 65 05

yildiz.atis@interieur.gouv.fr

Séminaire d'information - Mayotte

Fonds Asile, Migration et Intégration 2014-2020

Vendredi 18 septembre 2015



FAMI-Retour

Pauline L'Hénaff

**Chargée de projets et programmes européens
Direction de l'immigration**

DIMM

Au sein de la DGEF, la **direction de l'immigration** est chargée de la conception et de la mise en œuvre des politiques publiques concernant l'entrée, le séjour et le travail des ressortissants étrangers et la lutte contre l'immigration illégale.

En lien avec les autres administrations concernées, elle définit la réglementation des visas et pilote les services en charge de l'instruction des demandes de visas.

SDLII

Au sein de la DIMM, la **Sous-Direction de la lutte contre l'immigration irrégulière (SDLII)** élabore la réglementation relative à l'éloignement, la rétention administrative, le travail illégal et la fraude documentaire intéressant les ressortissants étrangers. Elle élabore les projets d'accords sur les flux migratoires et contribue à l'élaboration et à la négociation des normes européennes en matière migratoire.

Mission Fonds Européens

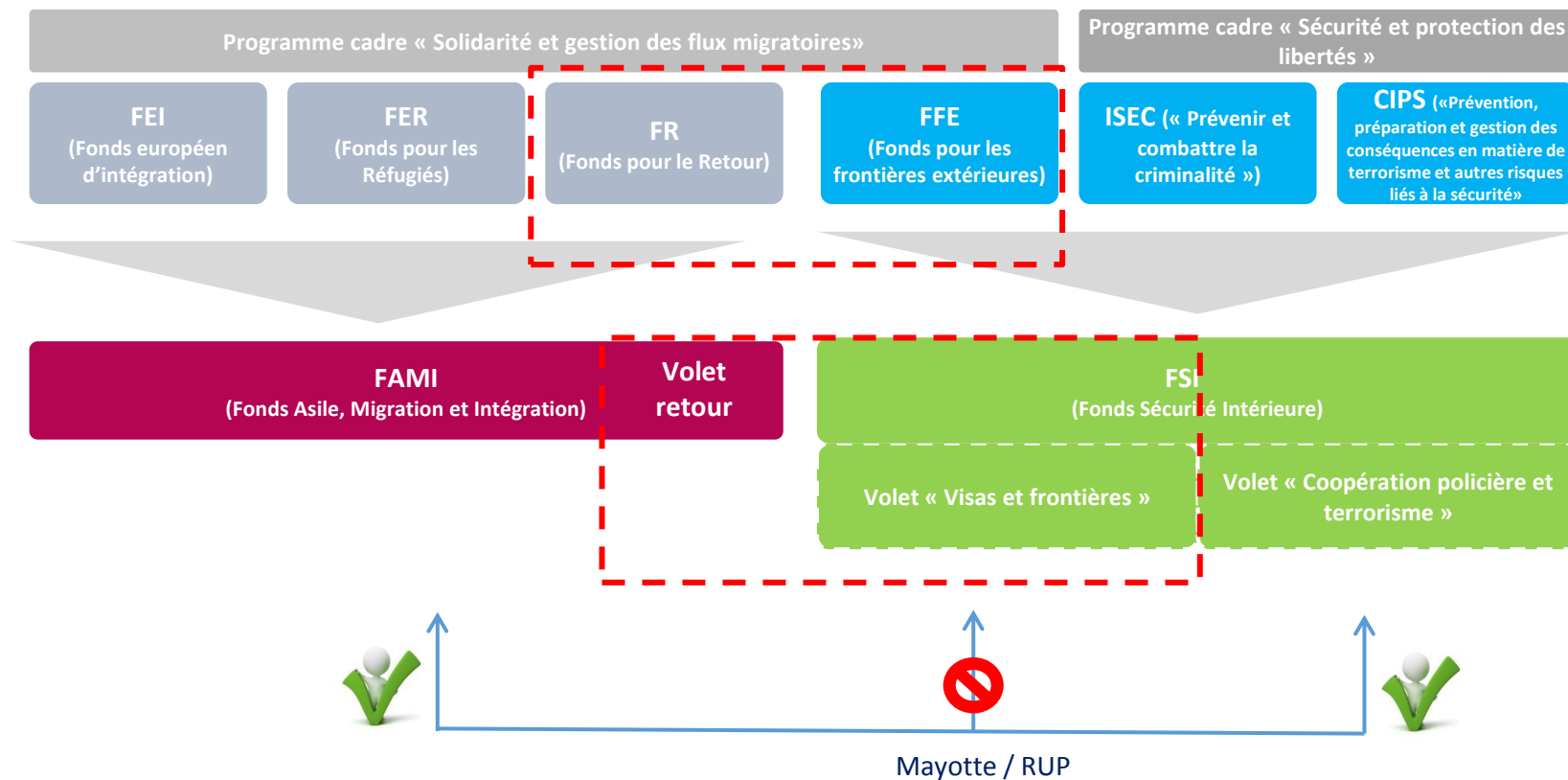
Au sein de la SDLII, la **mission Fonds Européen** est responsable de la mise en œuvre des fonds européens

Présentation du périmètre de la Direction de l'immigration



2007-2013 : La Direction de l'immigration est autorité responsable du Fonds retour (FR) et du fonds pour les frontières extérieures (FFE)

2014-2020 : Elle est « direction métiers » pour le Fonds asile, migration et intégration (FAMI) volet retour et le Fonds pour la sécurité intérieure (FSI) volet « frontières et visas ». Elle est responsable du pilotage stratégique de ces deux volets



Les fonds européens et les priorités européennes en matière migratoire

Orientations européennes

- ✓ Favoriser la coopération et l'échange de bonnes pratiques entre les Etats membres de l'Union européenne et les pays tiers
- ✓ Mener des actions en amont en réduisant les incitations à l'immigration irrégulière et en identifiant les trafiquants
- ✓ Assurer une gestion intégrée des frontières et encourager le plein usage des systèmes d'information européens



Objectif général du FAMI

Contribuer à la gestion efficace des flux migratoires dans l'Union

Objectifs spécifiques du FAMI Retour

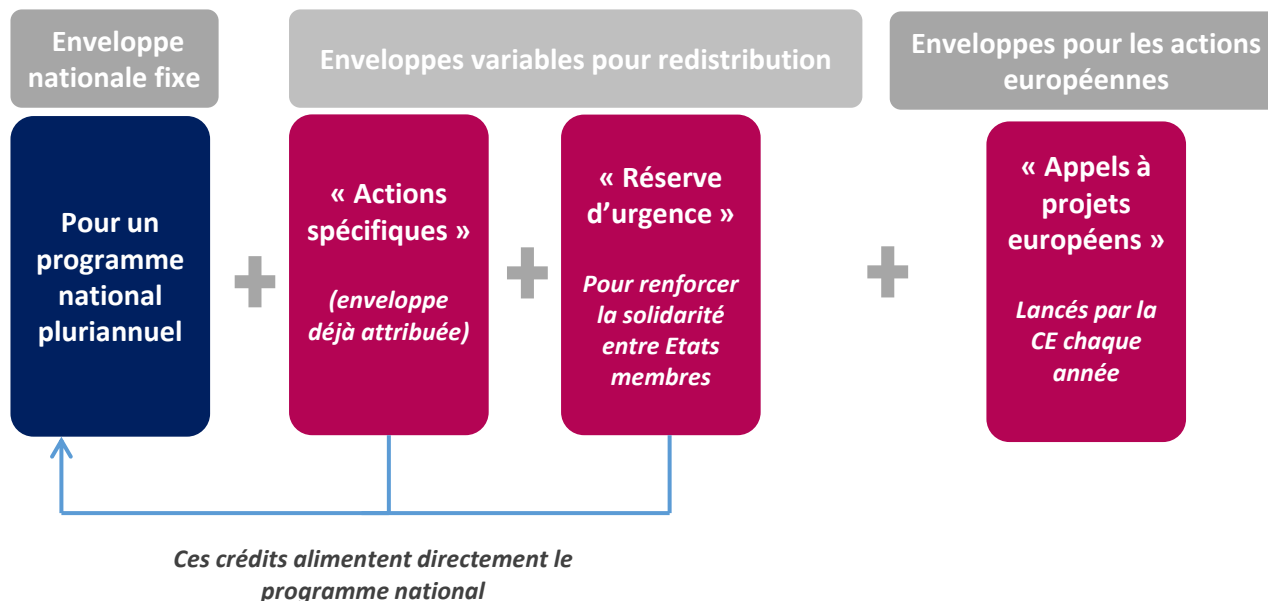
Promouvoir dans les États membres des stratégies de retour équitables et efficaces

Approfondir la solidarité et le partage des responsabilités entre les États membres

Répartition des financements en fonction d'un montant de base et d'un montant variable, et création d'une réserve d'urgence



Différentes enveloppes de financement : 1 enveloppe fixe de **85,3M€**, 3 enveloppes variables





Une stratégie de programmation définie afin de répartir la consommation des crédits européens sur toute la période

2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
59,5% de l'enveloppe globale				40,5% de l'enveloppe globale		
0%	39,5%	10%	10%	30%	10%	0,5%
-	33,6 M€	8,5 M€	8,5 M€	25,5 M€	8,5 M€	0,4 M€



Une enveloppe complémentaire à répartir sur les 7 années de programmation

- Assistance technique : environ 5 millions d'euros

Objectifs dans le cadre du FAMI-retour : favoriser une politique permettant un retour durable, dans le respect des droits et de la dignité des migrants, ainsi que de la directive 2008/115/CE dite « directive retour ».



Catégorie 1

- Les ressortissants de pays tiers qui n'ont pas encore reçu de décision négative définitive en ce qui concerne leur demande d'octroi du droit de séjour, leur droit de résidence légale et/ou à une protection internationale dans un État membre, et qui peuvent choisir le retour volontaire;

Catégorie 2

- Les ressortissants de pays tiers qui bénéficient du droit de séjour, du droit de résidence légale et/ou d'une protection internationale ou d'une protection temporaire dans un État membre et qui ont choisi le retour volontaire; de pays tiers dont l'éloignement a été reporté.

Catégorie 3

- Les ressortissants de pays tiers qui sont présents dans un État membre et qui ne remplissent pas ou ne remplissent plus les conditions requises pour entrer et/ou séjourner sur le territoire d'un État membre, y compris les ressortissants

Les principes de sélection

- Une enveloppe annuelle définie *dans un souci de bonne gestion financière*
- Des maquettes financières à respecter (*prévues dans les programmes nationaux*)
- Des critères de sélection (*cf tableau ci-dessous*)

Critères	Pondération
Qualité de la demande	20%
Impact sur la politique migratoire française et/ou européenne	30%
Qualité de la méthode d'évaluation de l'action	10%
Caractère européen de l'action	10%
Urgence de mise en œuvre	10%
Caractère novateur de l'action (nature du public et objet)	20%

- Des seuils à respecter
 - durée inférieure ou égale à un an : 70 000 € de coût total éligible
 - durée comprise entre 1 et 2 ans : 110 000€ de coût total éligible
 - de durée comprise entre 2 et 3 ans : 150 000€ de coût total éligible

Merci pour votre attention.

Pour plus d'information,
contactez la Mission « fonds européens »
de la Direction de l'immigration

ffe-fr-dgef@interieur.gouv.fr





Le Fonds pour la sécurité intérieure – Police

Corinne Giannone,
direction de la coopération internationale,
autorité déléguée pour la gestion du FSI POLICE

Cofinancé par l'assistance technique du FSI POLICE de l'Union européenne

Fonds pour la sécurité intérieure – Police (règlement UE 513/2014)

- 1 milliard € pour la période 2014-2020
- 1/3 est géré en direct par la Commission européenne
- 2/3 est déléguée aux EM sous forme d'enveloppes nationales.

- L'enveloppe dédiée à la France s'élève à 70,11 millions €
- Elle est gérée par la direction de la coopération internationale (DGPN-DGGN) sur délégation du directeur général des étrangers en France.

Le FSI POLICE : POUR QUOI FAIRE ?

Pour cofinancer des projets qui vont permettre de

- Prévenir et lutter contre la criminalité transfrontalière organisée, et le terrorisme dans l'UE
- Renforcer la capacité des EM de l'UE pour assurer une gestion efficace des risques et des crises liés à la sécurité

PAR QUI ?

Principalement par les forces de sécurité intérieures :

- La police
- La gendarmerie
- La douane
- La marine nationale
- La sécurité civile

Où ?

- En France (métropole, RUP) ;
- Dans les Etats membres de l'UE ;
- et le cas échéant les pays tiers (à condition qu'il ne s'agisse pas d'une action de coopération bilatérale).

UN PREALABLE

- Les projets cofinancés par le FSI POLICE doivent impérativement avoir une valeur ajoutée européenne

NE PAS CONFONDRE « TERRITOIRE EUROPEEN » ET « VALEUR AJOUTEE EUROPEENNE »

- Même si Mayotte est désormais dans l'UE, le projet doit avoir un impact qui dépasse son territoire.
- Le projet doit impacter la sécurité de plusieurs EM de l'UE.
- Concrètement, il faudra démontrer que **Mayotte** est le **pays d'origine ou de rebond** d'une forme de criminalité qui agit également dans d'autres Etats membres de l'UE

LES OBJECTIFS NATIONAUX

Les projets doivent répondre à des objectifs nationaux négociés avec la Commission européenne.

Ils décrivent ce que la France souhaite cofinancer avec le FSI POLICE.

Ils figurent dans l'appel à propositions permanent.

Le cofinancement de l'UE

- Il n'est jamais de 100 %
- Le cofinancement est au maximum de 75 % du budget
- Il peut être de 90 % maximum pour les projets répondant aux objectifs stratégiques de l'UE (annexe I du règlement UE n° 513/2014)

- Le projet doit être préfinancé à 100 % par le porteur de projet ;
- La durée du projet ne peut excéder 36 mois
- La durée du projet détermine des seuils budgétaires sous lesquels le projet n'est pas éligible.

COMMENT DEMANDER LA SUBVENTION ?

- Répondre à l'appel à projet permanent en ligne sur le portail du MI :

www.interieur.gouv.fr/fonds-europeen

Avant de répondre, bien prendre connaissance du guide de porteur de projet - le même guide que pour le FAMI :

www.immigration.interieur.gouv.fr/Info-ressources/Fonds-europeens/Les-nouveaux-fonds-europeens-periode-2014-2020

Cycle de vie du projet

Avant l'attribution de la subvention

- Dépôt du projet auprès de l'unité FSI POLICE (DCI)
- Instruction
- Comité FSI POLICE (présidé par le DCI)
- Comité de programmation (présidé par le DGEF)
- Décision de programmer du DGEF
- Signature de la décision attributive de subvention par le porteur de projet et par le DCI

Après l'attribution de la subvention

- Versement des avances (lancement des projets de plus de 12 mois), acompte(s) (à mi-projet) et du solde par la cellule contrôle FSI POLICE (DCI) après réalisation de divers contrôles (DCI et DGEF/BGMFE)

Vos contacts à la DCI

Pour le dépôt des projets/leur instruction,
l'unité FSI POLICE :

- Corinne Giannone +33.1.40.97.81.64
- Christophe Bellouard +33.1.40.97.84.80

Pour les contrôles et les paiements, la
cellule contrôle FSI POLICE :

- Pierre-François Marco + 33.1.47.44.60.90

Merci pour votre attention